

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL NORD DE FRANCE**

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,  
au capital de 178 743 459,65 Euros  
Siège social : 10 avenue Foch, 59000 LILLE  
440 676 559 R.C.S. LILLE METROPOLE

---

**AVIS DE CONVOCATION**

Les sociétaires de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France sont convoqués en Assemblée Générale Mixte le **jeudi 27 mars 2025 à 14h** à Lille (59000), Institut Pasteur, espace « Le 1894 », 48 boulevard du Maréchal Vaillant. L'Assemblée Générale sera amenée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**A titre ordinaire :**

- Approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, quitus aux administrateurs ;
- Approbation du rapport de gestion groupe du Conseil d'Administration et des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
- Approbation des comptes globalisés Caisse Régionale et Caisses Locales de l'exercice clos au 31 décembre 2024 ;
- Approbation des conventions réglementées ;
- Approbation des dépenses et charges non déductibles au titre de l'article 223 quater du Code général des impôts ;
- Fixation de l'intérêt aux parts sociales ;
- Fixation de la rémunération des certificats coopératifs d'investissement (CCI) et des certificats coopératifs d'associés (CCA) ;
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
- Constatation de la variation du capital social ;
- Renouvellement partiel du Conseil d'Administration ;
- Fixation de la somme globale à allouer au financement des indemnités des administrateurs au titre de l'exercice 2025 ;
- Consultation sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées au titre de l'exercice 2024 aux Personnels Identifiés ;
- Autorisation à l'effet d'opérer sur les certificats coopératifs d'investissement de la Caisse Régionale ;

**A titre extraordinaire :**

- Autorisation à donner au conseil d'Administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation de CCI ;
- Modification de l'article 4 - Objet social - des statuts ;
- Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités.

Conformément à la réglementation, chaque sociétaire pourra obtenir communication, au siège social de la Caisse Régionale, des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, du projet des résolutions ainsi que du bilan et du compte de résultat, et ce à compter du quinzième jour précédant l'Assemblée Générale.

**Première résolution** (Approbation des comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2024). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport de gestion du Conseil d'Administration incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise et le rapport de l'état de durabilité,
- des rapports des Commissaires aux Comptes,

approuve, les rapports précités ainsi que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont présentés faisant ressortir un bénéfice de 136 421 218,85 euros.

Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, ainsi que les actes de gestion accomplis au cours de l'exercice écoulé.

En conséquence, l'Assemblée générale donne aux administrateurs quitus de leur gestion pour l'exercice écoulé.

**Deuxième résolution** (Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos au 31/12/2024). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport de gestion,
- des rapports des Commissaires aux Comptes,

approuve les rapports précités et les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont présentés se soldant par un bénéfice net consolidé du groupe de 172 982 190,74 euros.

Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

**Troisième résolution** (Approbation des comptes globalisés Caisse Régionale et Caisses Locales de l'exercice clos au 31/12/2024). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve les comptes globalisés arrêtés au 31 décembre 2024, ainsi que les opérations traduites par ces comptes.

**Quatrième résolution** (Approbation des conventions réglementées). — En application de l'article L.511-39 du Code monétaire et financier, l'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements visés à l'article L.225-38 du Code de commerce, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve les conventions qui y sont mentionnées.

**Cinquième résolution** (Approbation des dépenses et charges non déductibles). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, au vu du rapport du Conseil d'Administration statuant en application de l'article 223 quater du CGI, approuve le montant global s'élevant à 53 536 euros des charges non déductibles visées à l'article 39-4 de ce code ainsi que le montant, s'élevant à 13 828 euros, de l'impôt sur les sociétés acquitté sur ces dépenses par la Caisse du fait de la non-déductibilité.

**Sixième résolution** (Fixation de l'intérêt aux parts sociales). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, fixe à 4,80% le taux d'intérêt des parts sociales pour l'exercice 2024, soit 0,1464 euro par titre.

Les intérêts aux parts sociales sont soumis au prélèvement forfaitaire unique de 30 % (impôt sur le revenu + prélèvements sociaux). Toutefois, si leurs détenteurs exercent une option globale pour l'imposition des revenus de capitaux mobiliers au barème progressif, ils pourront bénéficier de l'abattement de 40%.

L'Assemblée Générale décide que le paiement de l'intérêt en numéraire sera effectué à compter du 5 mai 2025 et donne tous pouvoirs au Conseil à l'effet de prendre les dispositions nécessaires à l'application et à l'exécution de la présente résolution.

**Septième résolution** (Fixation de la rémunération des certificats coopératifs d'investissement (CCI) et des certificats coopératifs d'associés (CCA)). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration fixe à 0,70 euro par titre le montant du dividende à verser aux certificats coopératifs d'investissement (CCI) et aux certificats coopératifs d'associés (CCA) au titre de l'année 2024.

Les intérêts aux CCI & CCA sont soumis au prélèvement forfaitaire unique de 30 % (impôt sur le revenu + prélèvements sociaux). Toutefois, si leurs détenteurs exercent une option globale pour l'imposition des revenus de capitaux mobiliers au barème progressif, ils pourront bénéficier de l'abattement de 40%.

L'Assemblée Générale décide que le paiement du dividende en numéraire sera effectué à compter du 5 mai 2025 et donne tous pouvoirs au Conseil à l'effet de prendre les dispositions nécessaires à l'application et à l'exécution de la présente résolution.

**Huitième résolution** (Affectation des bénéfices de l'exercice clos le 31/12/2024). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux comptes, décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter ainsi qu'il suit, le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024, se soldant par un bénéfice de 136 421 218,85 euros (€) :

Résultat comptable	136 421 218,85 €
Report à nouveau	- €
Résultat à affecter	136 421 218,85 €
Réserve spéciale Loi Mécénat	478,40 €
Intérêts aux parts sociales	4 123 098,88 €
Rémunération des CCI	11 298 247,80 €
Rémunération des CCA	10 010 570,50 €
Réserves	110 988 823,27 €

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les distributions effectuées au titre des trois exercices précédents ont été les suivantes :

— Intérêts aux parts sociales :

Exercice	Nombre de parts sociales	Montant distribution par titre en euros	Montant distribution totale en euros
2023	27 371 779	0,1159 €	3 172 389,21 €
2022	27 371 824	0,0839 €	2 295 811,77 €
2021	27 371 814	0,068 €	1 861 693,93 €

## — Dividendes sur certificats coopératifs d'investissement (CCI) :

Exercice	Nombre de CCI	Montant distribution par titre en euros	Montant distribution totale en euros
2023	17 109 818	0,65 €	11 121 381,70 €
2022	17 109 818	0,53 €	9 068 203,54 €
2021	17 109 818	1,05 €	17 965 308,90 €

## — Dividendes sur certificats coopératifs d'associés (CCA) :

Exercice	Nombre de CCA	Montant distribution par titre en euros	Montant distribution totale en euros
2023	14 300 815	0,65 €	9 295 529,75 €
2022	14 300 815	0,53 €	7 579 431,95 €
2021	14 300 815	1,05 €	15 015 855,75 €

**Neuvième résolution** (Constatation de la variation du capital, remboursement de parts sociales). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en application de l'article 30 des statuts, constate que le capital social composé de 28 163 244 parts sociales et 16 140 354 CCI & 14 300 815 CCA de nominal 3,05 euros, est passé de 179 286 356,60 € au 31 décembre 2023 à 178 743 459,65 € au 31 décembre 2024 et approuve le(s) remboursement(s) de parts sociales opéré(s) au cours de l'exercice le cas échéant.

**Dixième résolution** (renouvellement de mandat). — L'Assemblée Générale ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Gaëtan DECOSTER pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2027 sauf atteinte de la limite d'âge pendant ce délai.

**Onzième résolution** (Renouvellement de mandat). — L'Assemblée Générale ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Ludovic LEFEBVRE pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2027 sauf atteinte de la limite d'âge pendant ce délai.

**Douzième résolution** (Renouvellement de mandat). — L'Assemblée Générale ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Madame Hélène PAINBLAN pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2027 sauf atteinte de la limite d'âge pendant ce délai.

**Treizième résolution** (Renouvellement de mandat). — L'Assemblée Générale ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Madame Sophie ROBIQUET pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2027 sauf atteinte de la limite d'âge pendant ce délai.

**Quatorzième résolution** (Renouvellement de mandat). — L'Assemblée Générale ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Madame Thérèse SPRIET pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2027 sauf atteinte de la limite d'âge pendant ce délai.

**Quinzième résolution** (Renouvellement de mandat). — L'Assemblée Générale ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Philippe TETTART pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2027 sauf atteinte de la limite d'âge pendant ce délai.

**Seizième résolution** (Renouvellement de mandat). — L'Assemblée Générale ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Alain TRAISNEL pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2027 sauf atteinte de la limite d'âge pendant ce délai.

**Dix-septième résolution** (Nomination d'un nouvel administrateur en remplacement). — L'Assemblée Générale ordinaire, en application de l'article 15 des statuts prend acte de la fin du mandat d'administrateur de Madame Françoise BRICHANT en raison de la limite d'âge statutaire et décide sur proposition du Conseil d'Administration de nommer en qualité d'administrateur Madame Elodie LEGRAND, pour la durée du mandat restant à courir de cette dernière, soit jusqu'à l'Assemblée Générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026 sauf atteinte de la limite d'âge pendant ce délai.

**Dix-huitième résolution** (Nomination d'un nouvel administrateur en remplacement). — L'Assemblée Générale ordinaire, en application de l'article 15 des statuts constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Bertrand GOSSE DE GORRE vient à expiration lors de la présente Assemblée. Ce dernier ne souhaitant pas renouveler son mandat, l'Assemblée générale décide sur proposition du Conseil d'Administration de nommer en remplacement, en qualité d'administrateur Monsieur Cyril COCKENPOT, pour une durée de trois ans soit jusqu'à l'Assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2027 sauf atteinte de la limite d'âge pendant ce délai.

**Dix-neuvième résolution** (Nomination d'un nouvel administrateur en remplacement).— L'Assemblée Générale ordinaire, en application de l'article 15 des statuts prend acte de la fin du mandat d'administrateur de Monsieur Daniel PARENTY en raison de la limite d'âge statutaire et décide sur proposition du Conseil d'Administration de nommer en qualité d'administrateur Monsieur Romain OLIVIER, pour la durée du mandat restant à courir de ce dernier, soit jusqu'à l'Assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2025 sauf atteinte de la limite d'âge pendant ce délai.

**Vingtième résolution** (Fixation de la somme globale à allouer au financement des indemnités des administrateurs au titre de 2025). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance de la proposition faite par le Conseil d'Administration à ce sujet et en application de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée, décide de fixer à 360 000 euros la somme globale allouée au titre de l'exercice 2025 au financement des indemnités des administrateurs et donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration de la Caisse pour déterminer l'affectation de cette somme conformément aux recommandations de la FNCA.

**Vingt et unième résolution** (Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées en 2024 aux Personnels Identifiés). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération des Personnels Identifiés de la Caisse Régionale, consultée en application de l'article L.511-73 du Code monétaire et financier, émet un avis favorable relatif à l'enveloppe globale de rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2024 aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Caisse Régionale au sens de l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier, laquelle s'élève à 3 937 363,16€.

**Vingt-deuxième résolution** (Autorisation à l'effet d'opérer sur les certificats coopératifs d'investissement de la Caisse Régionale). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par la loi, à opérer sur les certificats coopératifs d'investissement (CCI) de la Caisse Régionale conformément aux dispositions des articles L.22-10-62 du Code de commerce.

La présente autorisation, qui se substitue à celle conférée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 mars 2024 dans sa dix-neuvième résolution, est donnée au Conseil d'Administration jusqu'à la date de son renouvellement par une prochaine Assemblée Générale ordinaire et, dans tous les cas, pour une période maximale de dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente Assemblée.

Les achats de certificats coopératifs d'investissement de la Caisse Régionale qui seront réalisés par le Conseil d'Administration en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas amener la Caisse régionale à détenir plus de 10% des CCI composant son capital social.

Les opérations réalisées dans le cadre du programme de rachat de CCI mis en place par la Caisse Régionale pourront être effectuées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché ou de gré à gré ou encore par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré (telles des options d'achat et de vente ou toutes combinaisons de celles-ci) et ce, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes et aux époques que le Conseil d'Administration ou la personne qui agira sur la délégation du Conseil d'Administration appréciera. Il est précisé que la part du programme de rachat de certificats coopératifs d'investissement réalisée par acquisition de blocs de titres pourra atteindre l'intégralité dudit programme.

Les achats pourront porter sur un nombre de CCI qui ne pourra excéder dix pour cent (10%) du nombre total de CCI composant le capital social à la date de réalisation de ces achats, ce qui à ce jour correspond à un nombre maximal de 1 614 035 CCI, et le nombre maximal de CCI détenus après ces achats ne pourra excéder 10% du nombre de CCI composant le capital social de la Caisse Régionale.

Toutefois, lorsque les CCI sont rachetés pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, le nombre de CCI pris en compte pour le calcul de la limite de 10% prévue ci-dessus correspond au nombre de CCI achetés, déduction faite du nombre de CCI revendus pendant la durée de l'autorisation.

Le Conseil d'Administration veillera à ce que l'exécution de ces rachats soit menée en conformité avec les exigences prudentielles telles que fixées par la réglementation et par la Banque Centrale Européenne.

Le montant total des sommes que la Caisse Régionale pourra consacrer au rachat de ses CCI dans le cadre de la présente autorisation ne pourra excéder quatre-vingts millions sept cent un mille sept cent cinquante (80 701 750) euros.

L'acquisition de ces CCI ne pourra être effectuée au prix supérieur à cinquante (50) euros par CCI.

Cette autorisation est destinée à permettre à la Caisse Régionale d'opérer en bourse ou hors marché sur ses CCI en vue de toute affectation permise ou qui viendrait à être permise par la loi ou la réglementation en vigueur. En particulier, la Caisse Régionale pourra utiliser la présente autorisation en vue :

- d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité des certificats coopératifs d'investissement par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des Marchés Financiers,
- de procéder à l'annulation totale ou partielle des certificats coopératifs d'investissement acquis sous réserve dans ce dernier cas de l'adoption de la 23<sup>ième</sup> résolution.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation

en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Caisse Régionale informera les porteurs de CCI par voie de communiqué. Les opérations effectuées par le Conseil d'Administration en vertu de la présente autorisation pourront intervenir à tout moment, dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités dans les conditions légales et dans les conditions de la présente résolution et, notamment pour passer tous ordres en bourse, signer tous actes, conclure tous accords, affecter ou réaffecter les CCI acquis aux différents objectifs poursuivis, effectuer toutes déclarations et formalités, notamment auprès de la Banque Centrale Européenne et de l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement faire tout le nécessaire.

**Vingt-troisième résolution (Autorisation d'annulation des CCI).** — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'Administration, conformément aux articles L.225-209 et suivants du Code de commerce :

1. à annuler, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, tout ou partie des certificats coopératifs d'investissement acquis par la Caisse régionale, dans la limite de 10 % du capital par période de vingt-quatre (24) mois à compter de la présente assemblée,
2. à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur de rachat des CCI annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix.

La présente autorisation est donnée pour une durée de vingt-quatre mois à compter de la présente assemblée. Elle se substitue à l'autorisation conférée par la 20ème résolution de l'Assemblée Générale mixte du 25 Avril 2023 et la prive d'effet à partir de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée. La présente autorisation est donnée au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue d'annuler les certificats coopératifs d'investissement, de rendre définitive(s) la (ou les) réduction(s) de capital et d'en constater la réalisation.

**Vingt-quatrième résolution (Modification de l'article 4 - Objet social - des statuts).** — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, décide de modifier l'article 4 Objet social des statuts afin de permettre l'extension de l'objet social de la Caisse aux activités de transition énergétique comme ceci :

Ancienne rédaction :

« La Caisse régionale développe toute activité de la compétence d'un établissement de crédit notamment celle de banque et de prestataire de services d'investissement et toute activité d'intermédiaire en assurance, de transactions sur immeubles et fonds de commerce, de gestion immobilière et de syndic de copropriété, dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires qui lui sont applicables, des conditions définies aux termes des agréments dont elle bénéficie, ainsi que (c) des dispositions spécifiques régissant le Crédit agricole mutuel, et plus généralement, toutes activités connexes, soit pour son propre compte, soit pour le compte de tiers, et toutes opérations commerciales et financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles de le favoriser. A cet effet, elle réalise notamment toutes opérations de banque, de prestation de services financiers ou de services d'investissement, de prises de participation, d'acquisition telles que définies dans le Code monétaire et financier, notamment dans des activités immobilières, d'intermédiation en assurance et de courtage. »

Nouvelle rédaction :

« La Caisse régionale développe toute activité de la compétence d'un établissement de crédit notamment celle de banque et de prestataire de services d'investissement et toute activité d'intermédiaire en assurance, de transactions sur immeubles et fonds de commerce, de gestion immobilière et de syndic de copropriété, dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires qui lui sont applicables, des conditions définies aux termes des agréments dont elle bénéficie, ainsi que (c) des dispositions spécifiques régissant le Crédit agricole mutuel, et plus généralement, toutes activités connexes, soit pour son propre compte, soit pour le compte de tiers, et toutes opérations commerciales et financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles de le favoriser. A cet effet, elle réalise notamment toutes opérations de banque, de prestation de services financiers ou de services d'investissement, de prises de participation, d'acquisition telles que définies dans le Code monétaire et financier, notamment dans des activités immobilières, d'intermédiation en assurance et de courtage. **En vue d'accompagner les transitions environnementales de ses clients et de favoriser le développement des énergies renouvelables ainsi que leurs usages, la Caisse régionale a également pour objet d'accomplir des prestations de conseil, d'accompagnement, de production d'énergie ainsi que la réalisation ou l'achat d'études à des prestataires et la distribution de produits ou offres commerciales.** »

**Vingt-cinquième résolution (Pouvoir en vue d'effectuer les formalités requises).** — L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifiés conformes du procès-verbal de la présente assemblée à l'effet d'accomplir toutes les formalités nécessaires.